



Union
syndicale
Solidaires



Pour le RETRAIT du projet de loi travail

La lutte continue

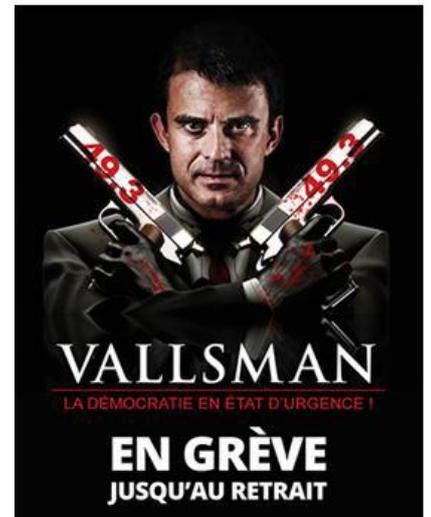
AMPLIFIONS LES GREVES

Le 19 mai, pour la 7^{ème} journée de manifestations contre le projet de loi travail, près de 400 000 **manifestant-e-s sont descendu-e-s dans les rues** au niveau national.

C'est la démonstration que l'adoption en 1^{ère} lecture du projet de loi à l'Assemblée Nationale par le déclenchement du 49-3 n'a pas eu l'effet de coup de massue espéré par Hollande et Valls.

Cette volonté de passer en force, que ce soit au parlement ou par le déploiement massif des forces de l'ordre pour casser les piquets de grèves devant les dépôts de carburant, renforce la conviction de nombreux salariés et des jeunes qu'il n'est pas envisageable de céder face à ce gouvernement autoritaire qui défend bec et ongles une loi qui répond aux injonctions européennes et aux exigences du MEDEF.

Cette volonté d'utiliser la force contre les travailleurs ainsi que le rappel en boucle dans les médias du fait que le gouvernement ne lâchera pas est le signe d'un gouvernement de plus en plus isolé, de plus en plus faible, sans majorité parlementaire pour défendre une loi refusée par les trois quarts de la population.



**LE GOUVERNEMENT DOIT
RECULER SUR LA LOI TRAVAIL !**

Dans certains secteurs, la grève commence à s'ancrer comme dans les Ports et Docks ou à la SNCF où la question de la grève illimitée est posée et décidée dans les assemblées. Dans le secteur du pétrole, les salariés des plus grandes raffineries françaises ont décidé d'arrêter la production.

C'est le moment de partir en grève, tous ensemble. D'ailleurs, ces derniers jours, des salarié-e-s ont pu gagner sur leurs revendications, mobilisé-e-s dans leurs entreprises.

Seuls les combats non menés sont perdus d'avance.

AMPLIFIONS LES GREVES DANS LE PRIVE ET DANS LE SECTEUR PUBLIC

Les O.S. du Puy de Dôme appelle à multiplier partout les assemblées du personnel pour discuter de l'action, en particulier par la grève et en envisageant la reconduction, afin d'obtenir le retrait de la loi El Khomri.

Dans le même temps, dans les entreprises et les services, les revendications de salaires, d'emploi et de conditions de travail doivent être posées pour nourrir la mobilisation.

Dans ce cadre, avec l'appel national des organisations syndicales, **nous appelons le jeudi 26 mai à une journée de grève, d'actions et de manifestations.**

Pour poursuivre et amplifier l'action, nous appelons dès maintenant à participer le mardi 14 juin à la grève interprofessionnelle avec manifestation nationale à Paris, au moment des débats sur la Loi El Khomri au Sénat.

Cette loi doit être retirée, c'est ce que nous exigeons. Le plus tôt sera le mieux et c'est pour cela que nous appelons les salarié-e-s de tous secteurs, les salarié-e-s précaires, les retraité-e-s et la jeunesse à rejoindre le mouvement.

N'oublions pas qu'en 2006, le gouvernement a fini par reculer après l'adoption de la loi du CPE face à la puissance de la mobilisation.

Jeudi 26 mai 2016 à Clermont-Fd:

→ rassemblement dès 11h00, Place Delille et manifestation en Direction de la Prefecture (par Trudaine / Sablon / Michel de l'Hospital / Joffre / Renoux / Desaix / Préfecture)

→ Après les prises de parole, la manifestation se poursuivra jusqu'au tribunal de Clermont-Fd, à 13h30 afin d'apporter tout notre soutien au militant syndical qui y sera jugé, après 1 mois de détention arbitraire. Antoine doit être disculpé et libéré !

Sans attendre, dans tous les secteurs :
- généralisons les grèves
- préparons la manif à Paris le 14 juin.

Clermont-Fd, le 23 mai 2016